

EMBARGO – lundi, 12 janvier 2009, 10h30

Communiqué de presse

Berne, 12 janvier 2009

Maires plaident pour un OUI le 8 février

Politique européenne: les villes suisses favorables à la continuité

L'Union des villes suisses a plaidé lors d'une conférence de presse lundi à Berne pour la libre circulation des personnes et pour la stabilité des relations entre la Suisse et l'Union européenne. La libre circulation des personnes a fait ses preuves à plus d'un titre, ont déclaré les quatre présidents de ville d'Aarau, St-Gall, Winterthour et Bienne. La période d'incertitude actuelle interdit en outre toute expérimentation aventureuse dans le domaine de la politique européenne.

La politique européenne touche les villes au premier plan. Les villes sont concernées au premier plan par la politique européenne, a d'emblée expliqué Marcel Guignard, président de l'Union des villes suisses et maire d'Aarau. Une grande partie des accords bilatéraux conclus entre l'UE et la Suisse profitent directement aux villes et renforcent leur rôle de moteur pour le pays tout entier. Cet ensemble juridique ne doit pas être remis en question. Car la votation du 8 février ne concerne pas seulement la libre circulation des personnes, mais aussi, de façon générale, nos relations avec l'UE, a insisté Marcel Guignard.

Parmi les accords bilatéraux, celui qui règle la libre circulation des personnes joue un rôle-clé. La force de notre croissance économique et le dynamisme du marché du travail qui ont marqué l'économie suisse ces dernières années lui sont fortement redevables. C'est ce qu'a expliqué le maire de St-Gall Thomas Scheitlin. Sans les travailleurs qualifiés de l'Union européenne, l'offre en médecine de pointe de l'Hôpital cantonal de St-Gall ne serait pas envisageable. Les entreprises st-galloises actives dans les branches pharmaceutiques et de l'optique doivent pouvoir recourir à des employés allemands, a encore noté le maire.

Comme son collègue de St-Gall, le maire de Winterthour Ernst Wohlwend s'est dit convaincu que la libre circulation des personnes continuerait à faire ses preuves, même en période de crise. Les villes sont un point d'observation privilégié pour analyser l'évolution sur le marché du travail et dans le domaine social. Dans ces domaines, les expériences faites par exemple avec les mesures d'accompagnement sont meilleures que prévu. Avec la récession qui s'annonce, les contributions de l'aide sociale vont certes augmenter, mais pas de façon massive, a déclaré Ernst Wohlwend.

Quant au maire de Bienne Hans Stöckli, il a rappelé que l'échange d'idées et de savoirs avait toujours été source de succès pour la Suisse. Un «non» à la libre circulation des personnes remettrait en cause les bases de ce succès. Hans Stöckli s'est montré insistant: «Cet accord a bien fonctionné ces 6 dernières années, et nous sommes convaincus que cela changera peu à l'avenir, même dans des conditions plus difficiles. Pour les villes, la libre circulation des person-

nes ainsi que des relations stables avec l'UE sont extrêmement importantes à maints égards. Pour que notre pays profite pleinement de sa force innovatrice aux plans économique et social, nous avons besoin d'un OUI massif à la libre circulation des personnes le 8 février 2009.»

Informations supplémentaires:

Dr. Marcel Guignard, président de l'Union des villes suisses et maire d'Aarau
079 214 94 53

Thomas Scheitlin, maire de St-Gall
071 224 53 20

Ernst Wohlwend, maire de Winterthour
052 267 51 11

Hans Stöckli, maire de Bienne, conseiller national
079 770 83 58